

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
Immeuble Nice Leader - Tour Hermès
64-66 route de Grenoble
06200 Nice

Nice, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRENNTAG

Z.I. de la Roseyre - 293 CR n° 4
06390 Contes

Références : 2026_198
Code AIOT : 0006400257

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement BRENNTAG implanté Z.I. de la Roseyre - 293, CR n° 4 06390 Contes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'effectue dans le cadre du suivi de la mise en demeure n° 976 du 15/12/2025, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/03/2021 relatif à une pollution des eaux souterraines et du suivi des actions correctives de précédentes inspections.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG
- Z.I. de la Roseyre - 293, CR n° 4 06390 Contes
- Code AIOT : 0006400257

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

BRENNTAG effectue des activités de conditionnement de produits chimiques (principalement solvants, acides et bases) et la livraison de ces produits vers les clients utilisateurs finaux.

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Pollution souterraine - actions	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 3	Prescriptions complémentaires	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contenu du POI – application	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Conformité aux dossiers	AP Complémentaire du 04/01/2013, article 1.1.1.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Pollution souterraine - Surveillance	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 2	/	Sans objet
6	Rétentions	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22-B	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté au jour de l'inspection que l'ensemble des produits dangereux étaient correctement stockés dans les différentes zones prévues à cet effet. L'exploitant a continué les investigations concernant la pollution connue : il a réalisé des sondages de sols et des analyses des gaz d'airs sous dalle. L'inspection des installations classées propose un arrêté préfectoral complémentaire afin d'encadrer la dépollution. Il est également demandé à l'exploitant de prendre en compte les éléments mentionnés en gras dans les constats ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu du POI – application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>[...]</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>[...]</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 01/12/2025 la mise à jour de la fiche B3.8 du répertoire téléphonique à jour.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que le POI sur site était bien à jour avec cette nouvelle fiche.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que les vannes d'isolement de la zone de stockage O étaient fermées.</p>

Concernant le numéro d'astreinte de la société prestataire chargée des premiers prélèvements environnementaux, l'exploitant a transmis un courrier du prestataire expliquant les raisons du dysfonctionnement lors de la précédente inspection. L'exploitant précise qu'il teste régulièrement le numéro d'astreinte et simule le temps d'intervention nécessaire pour une intervention qui a pour le moment toujours été inférieur au délai réglementaire de 4 heures.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra s'assurer de la connaissance par son personnel des consignes relatives à la position des vannes d'isolement. L'exploitant réalisera également de nouveaux tests d'appel du numéro d'astreinte de la société prestataire chargée des premiers prélèvements environnementaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité aux dossiers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2013, article 1.1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité aux dossiers
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/10/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.
Constats : Lors de la visite terrain, l'inspection des installations classées a constaté qu'il n'y avait plus de stockages de produits dangereux sur les zones non prévues. L'inspection note également une nette amélioration de la tenue du site sur le respect des zones de stockage. L'exploitant indique qu'un travail organisationnel a été effectué notamment avec d'autres sites du groupe afin de mieux coordonner les livraisons et éviter une saturation du site de Contes. Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté plusieurs contenants dans la zone de stockage O1 à O9 qui n'étaient pas dans les racks prévus à cet effet. Ces produits sont conformes à la zone de stockage. Néanmoins, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que chaque zone de stockage dispose d'une rétention dimensionnée en conséquence et demande à l'exploitant de s'assurer en tout temps, du respect du volume de stockage maximal dans chaque zone.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/12/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification periodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste a la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils a pression.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique que son outils ne permet pas de générer la liste des ESP du site comprenant l'ensemble des informations réglementaires.</p> <p>Une liste à part de l'outil GMAO a été créée. Cette liste contient l'ensemble des éléments attendus.</p> <p>L'exploitant précise que des réflexions sont en cours pour essayer d'intégrer cette liste à la GMAO afin que cette liste en parallèle ne soit pas oubliée et soit mise à jour.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection des installations demande à l'exploitant de compléter, sous 1 mois, son outil de GMAO afin de contenir l'ensemble des exigences réglementaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Pollution souterraine - Surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance pollution
Prescription contrôlée : <p>Les prescriptions du point 7 de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n°14210 du 4 janvier 2013 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>"La surveillance des eaux souterraines est réalisée dan un premier temps a minima à partir des 2 piézomètres fonctionnels actuels, un en amont et un en aval.</p> <p>Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une étude d'implantation d'un réseau piézométrique efficace, pertinent et adapté à la poursuite de l'exploitation du site permettant de contrôler la</p>

qualité des eaux souterraines en amont et en aval du site.

Cette étude devra être réalisée par un hydrogéologue expert indépendant.

L'exploitant met en place les ouvrages de surveillance préconisés dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.

La création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les normes ou règles en vigueur. En particulier, toute réalisation de forage est conforme aux dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits et d'ouvrages souterrains. Lors de la réalisation de forages, toutes dispositions sont prises pour ne pas mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

Au moins deux fois par an, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe :

- un prélèvement en période de basses eaux,
- un prélèvement en période de hautes eaux.

L'exploitant analyse les paramètres suivants : pH, conductivité, MES, DCO, HCT, BTEX et COHV.

Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée et met en oeuvre les actions correctives pour y remédier.

Constats :

L'exploitant a transmis par courrier du 14/02/2022 :

- le rapport "diagnostic environnemental du milieu souterrain en vue de rechercher l'origine des impacts observés dans les eaux souterraines" (réf CESISE211684 / RESISE13047-01 du 18/10/2021),
- le rapport "étude du contexte hydrogéologique en vue de définir un réseau de surveillance des eaux souterraines au droit du site" (réf CESISE211626 / RESISE12939-02 du 19/11/2021).

A la suite desquels, l'exploitant a réalisé deux nouveaux piézomètres en juillet 2023 (Pz4bis et Pz5bis). Ces piézomètres respectent les prescriptions de l'arrêté du 11/09/2003. L'exploitant a transmis le rapport "Réalisation de piézomètres et campagne de prélèvements des eaux souterraines" (réf SE3700110/1044883-02 du 03/10/2023).

En complément du rapport précédent et de la campagne de juillet 2023, l'exploitant a transmis par courriers du 20/09/2024, 14/11/2024, 19/09/2025 :

- suivi de la qualité des eaux souterraines - campagne de mars 2024
- suivi de la qualité des eaux souterraines - campagne de septembre 2024
- suivi de la qualité des eaux souterraines - campagne de mars 2025

Suite à ces campagnes de surveillance en basses eaux et hautes eaux, l'exploitant a mis en évidence une pollution des eaux souterraines au niveau du piézomètres Pz4bis. Au vu des résultats sur plusieurs campagnes, des molécules identifiées et de leur teneur, l'exploitant indique que c'est une pollution ancienne.

L'ensemble des éléments précités permettent de répondre à l'ensemble de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Pollution souterraine - actions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2021, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Dépollution

Prescription contrôlée :

Dans le cadre de la pollution existante des eaux souterraines aux hydrocarbures constatée en dernier lieu lors des prélèvements des eaux souterraines réalisés en mars 2020, l'exploitant réalise un diagnostic approfondi qui comporte :

- l'identification, la caractérisation et la justification des sources de pollution ;
- les mesures prévues ou déjà mises en œuvre pour éviter l'apport nouveau de pollution ;
- la mesure précise de l'étendue de la pollution dans les milieux de transfert et d'exposition, notamment les sols et les eaux souterraines. Pour ce faire, l'exploitant réalise des études historiques et documentaires et fait réaliser un diagnostic des sols et des eaux souterraines au droit du site ;
- la définition des moyens à mettre en œuvre permettant en premier lieu de supprimer la pollution et, en cas d'impossibilité technique justifiée, de gérer la pollution, avec un échéancier de mise en œuvre.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter la propagation à l'extérieur du site de l'impact constaté en hydrocarbures dans les eaux souterraines au droit du site.

Il assure par un suivi piézométrique, si nécessaire plus important que celui décrit à l'article 2 ci-dessus, de l'efficacité des moyens mis en œuvre pour éviter la propagation de la pollution. En tant que de besoin, ce suivi doit envisager la création de nouveaux piézomètres permettant de s'assurer que l'impact constaté sur les différents paramètres cités ci-dessus ne se propage pas au-delà de l'emprise actuelle.

Constats :

Suite aux campagnes de surveillance (voir point de constat précédent), l'exploitant a identifié une pollution au niveau du piézomètre Pz4Bis. Ces campagnes de surveillance ont permis de montrer qu'il n'y avait a priori pas d'écoulement de la pollution dans la nappe car il n'y a pas d'impact identifié au niveau du piézomètre Pz5bis situé en aval hydraulique de Pz4bis.

L'exploitant a fait réaliser fin janvier plusieurs sondages de sols (12) autour du piézomètre Pz4bis ainsi que de prélèvements d'air (gaz) sous dalle au niveau de cette zone et de l'entreprise voisine afin de mesurer un éventuel impact sanitaire.

Au jour de l'inspection, l'exploitant indique n'avoir reçu que quelques résultats mais pas le rapport complet. Le rapport devrait être disponible d'ici 15 jours. Néanmoins, au vu des premiers résultats positifs sur certains sondages correspondants à une canalisation enterrée, l'exploitant a entrepris de réaliser un contrôle caméra de cette canalisation le 17/02/2026. Cette inspection ne montre aucune détérioration de la canalisation et conforte l'idée d'une pollution ancienne (voir point de constat précédent).

Par mail du 23/03/2026, l'exploitant a transmis le rapport référencé SE60.P0330-R01-V01 du 16/03/2026. Les analyses montrent sur :

- les sols :
 - impacts en hydrocarbures C5-C10 et/ou C10-C40, au centre du site, non délimités en profondeur,
 - impacts en hydrocarbures C5-C40, BTEX (principalement du toluène) et COHV jusqu'à 6m de profondeur à proximité de Pz4,
 - fortes concentrations en alcools et solvants polaires (acétone et isopropanol).
- les eaux souterraines :
 - des impacts au droit du Pz4bis avec en hydrocarbures C5-C12, en HAP (naphthalène), en BTEX (benzène et toluène) en COHV et en solvants polaires ;
 - des traces d'hydrocarbures C5-C20, HAP, BTEX, COHV dans Pz1ter,
 - la présence de trace en tétrachloroéthylène au droit de Pz5bis.
- les gaz des sols :
 - sur site : des impacts en hydrocarbures C5-C16, en BTEX (benzène), en COHV (PCE), cis 1,2-dichloroéthylène et chlorure de vinyle au droit des airs sous-dalle ASD1 et ASD2, proches des zones de stockage et de manutention des solvants et des substances minérales ;
 - hors site :
 - des concentrations en hydrocarbures aliphatiques C5-C8 au droit de l'air sous-dalle ASD4,
 - des concentrations en PCE, TCE au droit de l'air sous-dalle ASD5.

Sur cette base, le bureau d'études recommande la réalisation d'un plan de gestion, d'une nouvelle campagne de prélèvements dans les gaz des sols et les eaux souterraines et d'une interprétation de l'état des milieux (IEM) hors site afin de vérifier la compatibilité des usages vis-à-vis des concentrations mises en évidence.

Au vu :

- des résultats présentés ci-dessus qui montrent une dégradation de la qualité des eaux souterraines au droit du piézomètres Pz4bis en comparaison avec la campagne de juillet 2023,
- de la pollution et des teneurs de certains paramètres identifiés,
- des campagnes d'analyses effectuées depuis 2023,

l'inspection des installations classées considère que l'exploitant a répondu à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/03/2021 et qu'il est nécessaire de dépolluer sans attendre la cessation d'activité du site.

L'inspection des installations classées propose de prendre un arrêté préfectoral complémentaire afin d'encadrer la dépollution.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 6 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22-B

Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions

Prescription contrôlée :

B. La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillies, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

Constats :

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que le mur de la rétention de la zone de stockage O présentait plusieurs trous dû aux manipulations avec les chariots élévateurs.

Par mail du 06/03/2026, l'exploitant a transmis les photos justifiants de la réparation de ce mur.

Type de suites proposées : Sans suite